



Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

Progrès dans la mise en œuvre des domaines **prioritaires** du Programme d'action

D'ISTANBUL EN
FAVEUR DES PAYS
LES MOINS AVANCÉS
POUR LA DÉCENNIE
2011-2020

PROGRAMME
D'ACTION D'ISTANBUL

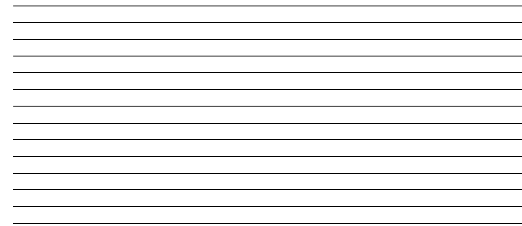


Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

**Progrès dans la mise
en œuvre des domaines
prioritaires
du Programme
d'action**

D'ISTANBUL EN
FAVEUR DES PAYS
LES MOINS AVANCÉS
POUR LA DÉCENNIE
2011-2020

PROGRAMME
D'ACTION D'ISTANBUL



Pour commander des exemplaires du *Progrès dans la mise en œuvre des domaines prioritaires du Programme d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020 (Programme d'action d'Istanbul)*, veuillez contacter :

Section des publications
Commission économique pour l'Afrique
B.P. 3001
Addis-Abeba, Éthiopie
Tél. : +251-11- 544-9900
Télécopie : +251-11-551-4416

Adresse électronique : eca-info@un.org
Web : www.uneca.org

© 2020 Commission économique pour l'Afrique
Addis-Abeba, Éthiopie

Tous droits réservés
Premier tirage : Septembre 2020

La reproduction, en tout ou en partie, de la teneur de cette publication est autorisée. La Commission demande qu'en pareil cas, il soit fait mention de la source et que lui soit communiqué un exemplaire de l'ouvrage où sera reproduit l'extrait cité.

Conception de la couverture, mise en page et impression : Groupe de la publication et de l'impression de la CEA, Addis-Abeba, certifié ISO 14001:2015. Imprimé sur du papier sans chlore.

CONTENTS

Résumé.....	V
I. Introduction	1
II. Progrès accomplis dans les domaines prioritaires	3
A. Capacités productives.....	3
1. Sources d'énergie renouvelables.....	5
2. Accès à l'électricité.....	6
B. Agriculture, sécurité alimentaire et développement rural	7
C. Commerce	8
D. Produits de base.....	10
E. Développement humain et social.....	11
F. Crises multiples et autres nouveaux défis.....	19
G. Mobilisation de ressources financières pour le développement et le renforcement des capacités	20
H. Bonne gouvernance à tous les niveaux.....	22
III. Perspectives de sortie de la catégorie des PMA en Afrique	23
IV. Conclusions	24

TABLEAUX

Tableau 1 : Les PMA africains et les trois critères définissant les pays moins avancés.....	1
Tableau 2 : Valeur ajoutée manufacturière en pourcentage du produit intérieur brut.....	3
Tableau 3 : Investissements étrangers directs en Afrique (en milliards de dollars des États-Unis).....	21
Tableau 4 : PMA africains proches de remplir deux critères pour la sortie de la liste, 2018.....	23

FIGURES

Figure I Valeur ajoutée agricole par travailleur, 2011 et 2017 (en dollars des États-Unis).....	4
Figure II Pourcentage de la population utilisant Internet, 2011 et 2016.....	5
Figure III Production d'électricité de sources renouvelables, autres que l'hydroélectricité (en pourcentage de la production totale d'électricité).....	6
Figure IVA Accès à l'électricité, pourcentages de la population totale et rurale.....	7
Figure V Consommation d'engrais dans les pays moins avancés d'Afrique.....	8
Figure VI Part des PMA dans les exportations mondiales de marchandises.....	9
Figure VII Coût des exportations.....	10
Figure VIII Concentration des exportations (indice Herfindahl–Hirschmann)	11
Figure IX Indice du développement humain dans les PMA africains	12
Figure X Population urbaine en proportion de la population totale et taux de croissance de ces populations dans les PMA africains	13
Figure XI Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans	14
Figure XII Mortalité maternelle (estimation modélisée)	15
Figure XIII Pourcentage de population ayant accès au moins à des services d'eau potable de base, 2011 et 2015	16
Figure XIV Pourcentage de population ayant au moins accès à des installations d'assainissement de base, 2011 and 2015	17
Figure XV Couverture de la thérapie antirétrovirale	18
Figure XVI Dépenses de santé par habitant dans les PMA africains (en dollars des États-Unis).....	19
Source : Indicateurs du développement dans le monde (Washington, D.C., Banque mondiale, avril 2019).	19
Abréviation : PPA, parité de pouvoir d'achat	19
Figure XVII Formation brute de capital fixe	21
Figure XVIII Indice Mo Ibrahim de la gouvernance en Afrique	22

RÉSUMÉ

Les pays les moins avancés (PMA) sont ceux qui sont confrontés aux plus graves obstacles dans les efforts qu'ils déploient en vue d'une croissance inclusive et d'un développement durable. Dans l'ensemble, les PMA ont fait des progrès dans les domaines prioritaires retenus dans le Programme d'action en faveur des pays les moins avancés pour la décennie 2011-2020 (le Programme d'action d'Istanbul), mais certains d'entre eux étaient partis d'une base de référence très faible et il y a de très grandes variations d'un pays à l'autre. Les capacités productives des PMA africains demeurent insuffisantes et il faudrait s'efforcer de façon concertée d'améliorer la valeur ajoutée par travailleur de tous les secteurs pour augmenter les revenus des ménages et favoriser un développement inclusif et durable. Malgré l'importance du commerce dans la promotion de la croissance, la part des exportations des PMA dans le commerce mondial s'est maintenue à environ 0,6 % en 2017. La bonne nouvelle est qu'il y a eu une amélioration de la diversification, l'indice de concentration pour les PMA ayant été ramené de 0,65 en 2008 à 0,36 en 2017. Le développement humain des PMA s'est aussi amélioré (l'indice de développement humain était estimé à 0,473 en 2017, par rapport à 0,440 en 2010), grâce à de meilleurs résultats dans les domaines de l'éducation et de la santé. Le maintien des améliorations dans ces domaines est indispensable pour assurer une croissance inclusive et un développement durable.

Les crises, qu'elles soient d'origine naturelle ou causées par les hommes, demeurent prévalentes parmi les PMA du continent et risquent de compromettre les progrès accomplis. La pauvreté, les inégalités, les conflits civils et l'instabilité politique y sont endémiques et l'accélération de l'urbanisation dans les PMA y rendent les villes et autres centres urbains de plus en plus vulnérables aux conséquences des catastrophes. C'est pourquoi de nombreux pays africains adoptent et mettent en œuvre des stratégies nationales de prévention des catastrophes. La tendance à la baisse des investissements de l'étranger dans les PMA africains est préoccupante. Il serait essentiel d'améliorer la gouvernance pour mobiliser les ressources requises en faveur d'un développement inclusif et durable.

Enfin, bien que cinq PMA africains (Djibouti, Lesotho, République-Unie de Tanzanie, Togo et Zambie) soient proches du seuil de sortie de la catégorie des PMA, le moment où ils y parviendront reste incertain. Ils doivent poursuivre leurs efforts de diversification de leur économie (en particulier dans le cas de la Zambie) et d'amélioration de leur capital humain.



I. INTRODUCTION

Deux tiers des PMA du monde (33 sur 47) se trouvent en Afrique, c'est pourquoi le Programme d'action d'Istanbul intéresse tout particulièrement le continent. En 2018, environ 654 millions de personnes vivaient dans les PMA du continent (tableau 1). Le Programme d'action d'Istanbul définit des domaines prioritaires, des actions et des cibles, pour les PMA et pour leurs partenaires de développement, dans le but d'accélérer la croissance des PMA et de les aider à surmonter les obstacles à leur développement.

Tableau 1 Les PMA africains et les trois critères définissant les pays moins avancés

Pays	Année d'inclusion	RNB par habitant 2017, méthode de l'Atlas (dollars des États-Unis)	Indice du capital humain	Indice de vulnérabilité économique	Population en 2017, (en millions)
Angolab	1994	3 570	52,5	36,8	29,8
Bénin	1971	800	49,8	34,3	11,2
Burkina Faso	1971	590	42,9	38,2	19,2
Burundi	1971	280	38,5	44,5	10,9
Comores	1977	1 280	49,4	52,4	0,8
Djibouti	1982	1 880	58,0	36,3	1,0
Érythrée	1994	1 136 ^a	42,9	54,7	5,1
Éthiopie	1971	740	45,3	32,1	105,0
Gambie	1975	680	51,8	72,2	2,1
Guinée	1971	790	39,5	30,2	12,7
Guinée-Bissau	1981	660	41,7	52,4	1,9
Lesotho	1971	1 210	61,6	42,0	2,2
Libéria	1990	620	37,2	53,2	4,7
Madagascar	1991	400	54,5	37,8	25,6
Malawi	1971	320	52,5	47,1	18,6
Mali	1971	770	43,1	36,8	18,5
Mauritanie	1986	1 110	46,9	39,9	4,4
Mozambique	1988	420	45,8	36,7	29,7
Niger	1971	360	35,4	35,3	21,5
Ouganda	1971	600	50,2	31,7	42,9
Rép. dém. du Congo	1991	460	41,9	27,2	81,3
Rép.-Unie de Tanzanie	1971	910	56,0	27,9	57,3
République centrafricaine	1975	390	17,4	33,6	4,7
Rwanda	1971	720	55,0	36,4	12,2
Sao Tomé-et-Principec	1982	1 770	86,0	41,2	0,2
Sénégal	2000	1 240	57,1	33,4	15,9
Sierra Leone	1982	510	27,4	51,6	7,6
Somalie	1971	97 ^a	16,7	34,7	14,7
Soudan	1971	2 380	53,0	49,2	40,5
Soudan du Sud	2012	423 ^a	25,8	55,6	12,6
Tchad	1971	640	22,1	52,4	14,9
Togo	1982	610	61,8	28,3	7,8
Zambie	1991	1 290	58,6	40,5	17,1
					Total : 654,4
Seuil de sortie de la liste des PMA (2018)		1 230	66	32	

Sources : Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde* ; Département des affaires économiques et sociales et Division de la statistique de l'ONU.

Abréviation : RNB, revenu national brut.

^a RNB par habitant le plus récent aux prix courants, de la Division de statistique de l'ONU.

^b Devrait sortir de la liste des PMA en 2021.

^c Devrait sortir de la liste en 2024.



Le Programme d'action d'Istanbul est mis en œuvre parallèlement au Programme de développement durable à l'horizon 2030 ; les PMA africains mettent aussi en œuvre l'Agenda 2063 de l'Union africaine. Ces trois programmes internationaux de développement se recoupent à de nombreux égards et sont tous destinés à promouvoir une approche globale et élargie du développement durable.

Le présent rapport décrit les progrès accomplis par les 33 PMA africains dans la mise en œuvre des huit domaines prioritaires du Programme d'action d'Istanbul. Il examine par ailleurs les perspectives d'avenir des pays africains les plus proches des seuils de sortie recensés dans le dernier examen triennal de la liste des PMA effectué par le Comité des politiques de développement (2018)¹.

¹ Nations Unies, Comité des politiques de développement, Rapport de la vingtième session, E/2018/33 (mars 2018)



II. PROGRÈS ACCOMPLIS DANS LES DOMAINES PRIORITAIRES

A. CAPACITÉS PRODUCTIVES

Les PMA doivent absolument améliorer leurs capacités productives pour consolider leur économie. La capacité productive comprend toute une gamme de facteurs, notamment les infrastructures, les capacités entrepreneuriales et l'existence de liaisons intersectorielles². Ces facteurs fondamentaux de la structure d'une économie jouent un rôle important pour déterminer dans quelle mesure les matières premières, le travail et autres intrants peuvent être transformés en biens et services de valeur pour l'économie. Les capacités productives ne sont en général pas mesurées avec un seul indice, mais la valeur ajoutée dans le secteur manufacturier peut servir d'indicateur indirect. Une forte valeur ajoutée manufacturière indique qu'un pays a la capacité de transformer ses matières premières en produits plus sophistiqués, ce qui démontre une capacité productive de plus haut niveau.

Le tableau 2 montre la valeur ajoutée du secteur manufacturier des PMA africains cumulée dans les cinq sous-régions. Cette valeur ajoutée manufacturière est remarquablement faible dans les PMA d'Afrique centrale, la moyenne pondérée étant considérablement abaissée par le Tchad (3,0 % en 2016), dont l'économie est parmi les plus importantes. Les valeurs pour Sao Tomé-et-Principe (7,2 % en 2017) et la République centrafricaine (6,8 % en 2015) sont plus proches de celles des autres régions. Dans aucun PMA africain, il n'y a eu d'augmentation notable de la valeur ajoutée manufacturière pendant la période du Programme d'action d'Istanbul. Les données des dernières années doivent être interprétées avec prudence en raison de l'absence de données pour certains pays.

Tableau 2 Valeur ajoutée manufacturière en pourcentage du produit intérieur brut

Groupe	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
PMA d'Afrique du Nord	6,1	7,5	6,8	8,0	*	*	*
PMA d'Afrique de l'Est	8,3	8,3	7,9	7,6	7,9	8,3	8,7
PMA d'Afrique de l'Ouest	10,6	10,4	10,3	10,4	10,5	10,0	9,8
PMA d'Afrique centrale	2,5	2,8	3,3	3,2	3,2	3,0	7,2a
PMA d'Afrique australe	5,7	5,6	5,7	5,9	6,7	7,4	7,3
PMA africains	7,4	7,4	7,3	7,2	7,7	8,1	8,4
Afrique (hors Afrique du Nord)	9,4	9,5	9,9	10,2	10,2	10,1	10,1
Ensemble des PMA	10,3	10,6	10,6	10,7	10,9	11,4	11,8

Source : Calculs des auteurs sur la base des Indicateurs du développement dans le monde (Washington, D.C., Banque mondiale, novembre 2018).

* Données insuffisantes.

^a Pour cette année, les données ne représentent que Sao Tomé-et-Principe.

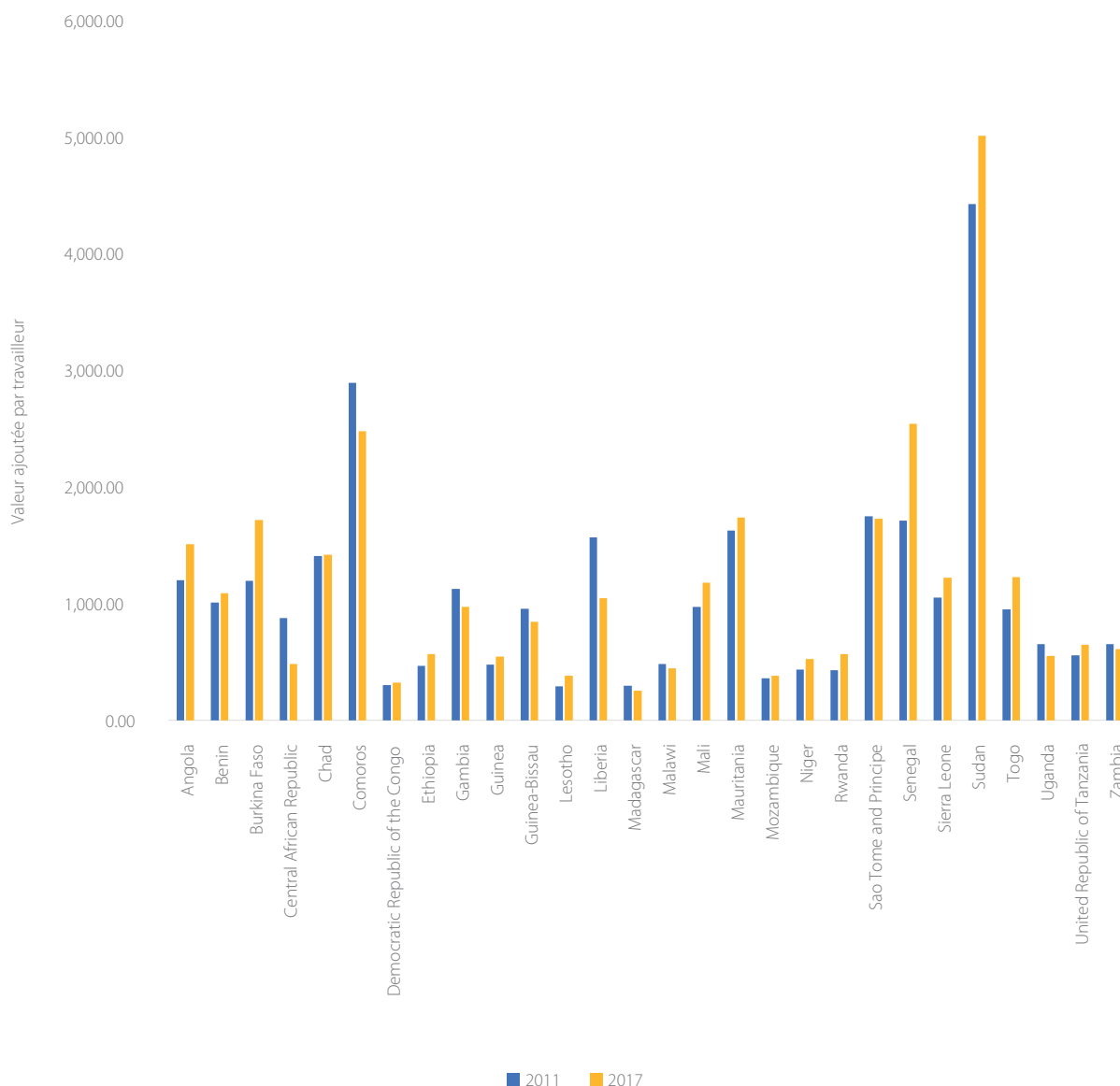
De même, il y n'a eu qu'une légère amélioration de la valeur ajoutée agricole par travailleur même s'il y a eu quelques tendances à la hausse dans tous les PMA à partir de 2011 (figure I). Le Burkina Faso et le Sénégal se distinguent par l'augmentation de la valeur ajoutée agricole par travailleur.

² CNUCED, Rapport 2006 sur les pays les moins avancés : Développer les capacités productives (Genève, 2006).



À l'exception de l'Érythrée et de la Somalie, où l'amélioration de la connectivité demeure marginale, des améliorations prometteuses ont été observées dans tous les pays Africains s'agissant de l'accès à Internet (figure II). Au Lesotho, l'un des pays d'Afrique qui a de bonnes perspectives de répondre aux critères de sortie de la liste des PMA sous peu, la proportion de la population ayant accès à Internet a presque quadruplé depuis 2011.

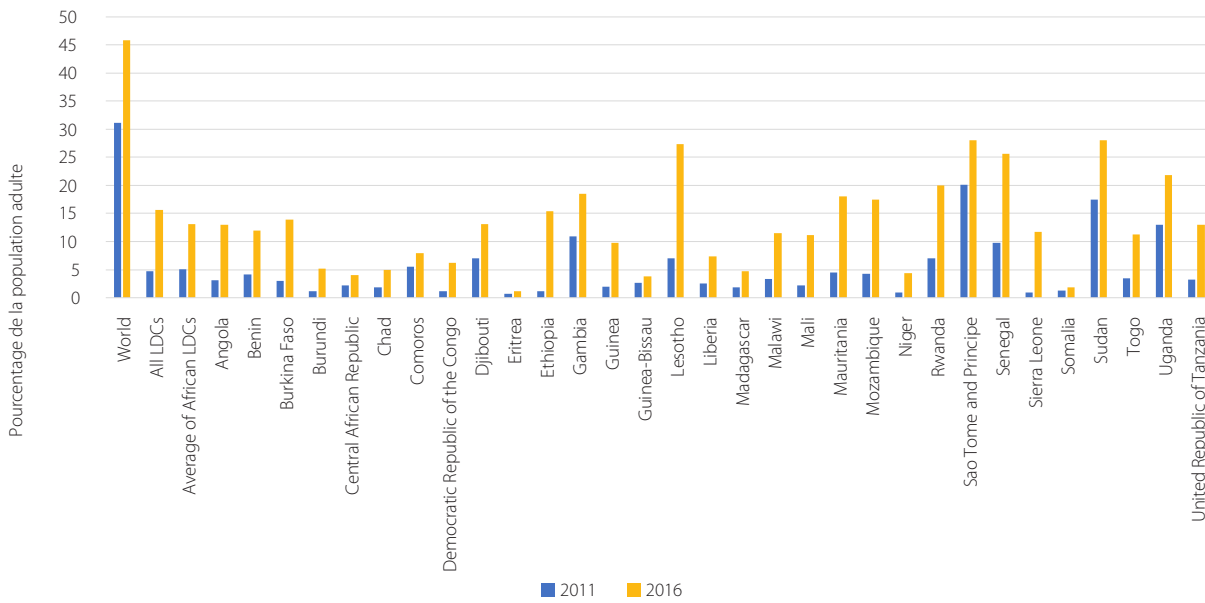
Figure I Valeur ajoutée agricole par travailleur, 2011 et 2017 (en dollars des États-Unis)



Source : Indicateurs de développement du monde 2010 (Washington, D.C., Banque mondiale, avril 2019).



Figure II Pourcentage de la population utilisant Internet, 2011 et 2016



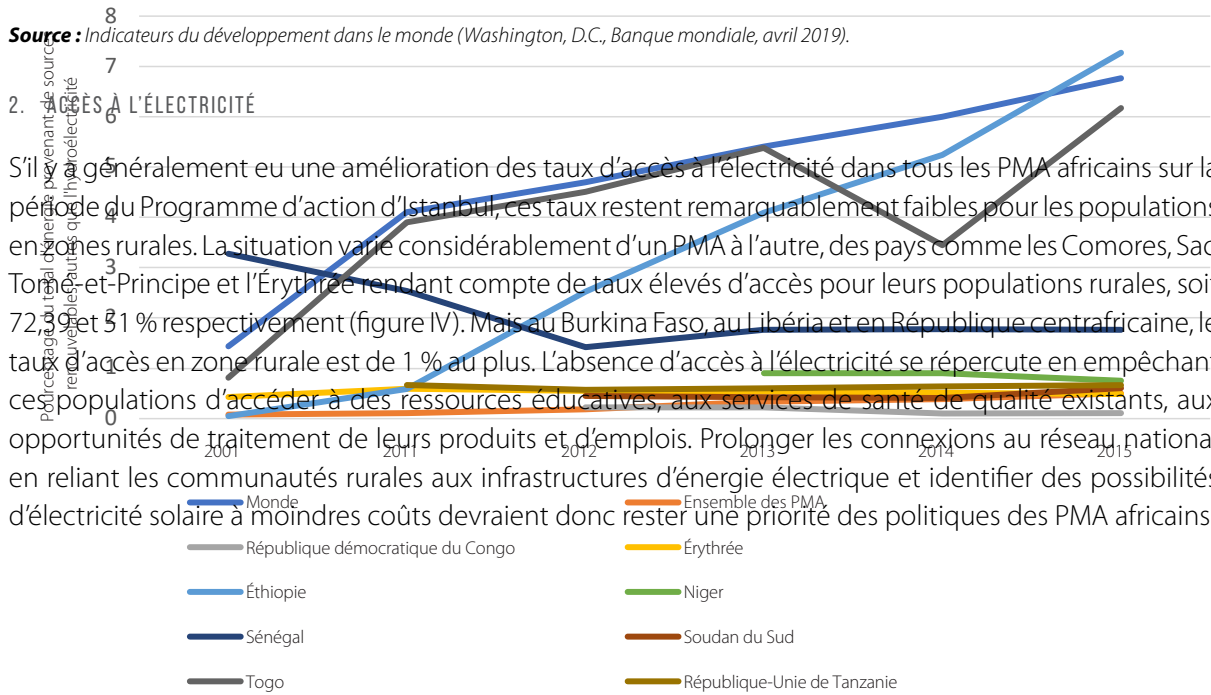
Source : Indicateurs du développement dans le monde (Washington, D.C., Banque mondiale, avril 2018).

1. SOURCES D'ÉNERGIE RENOUVELABLES

Le Programme d'action d'Istanbul exhorte particulièrement les pays à augmenter les quantités d'énergie en provenance de sources renouvelables. Il n'y a que peu de données à ce sujet et les plus récentes données disponibles datent de 2015. Parmi les PMA africains, il semble que l'Éthiopie et le Togo fassent de bons progrès dans ce domaine (figure III). La tendance mondiale est en forte hausse, mais de nombreux PMA africains pour lesquels des données sont disponibles n'ont pas augmenté la proportion d'énergie provenant de sources renouvelables dans leur panier énergétique.



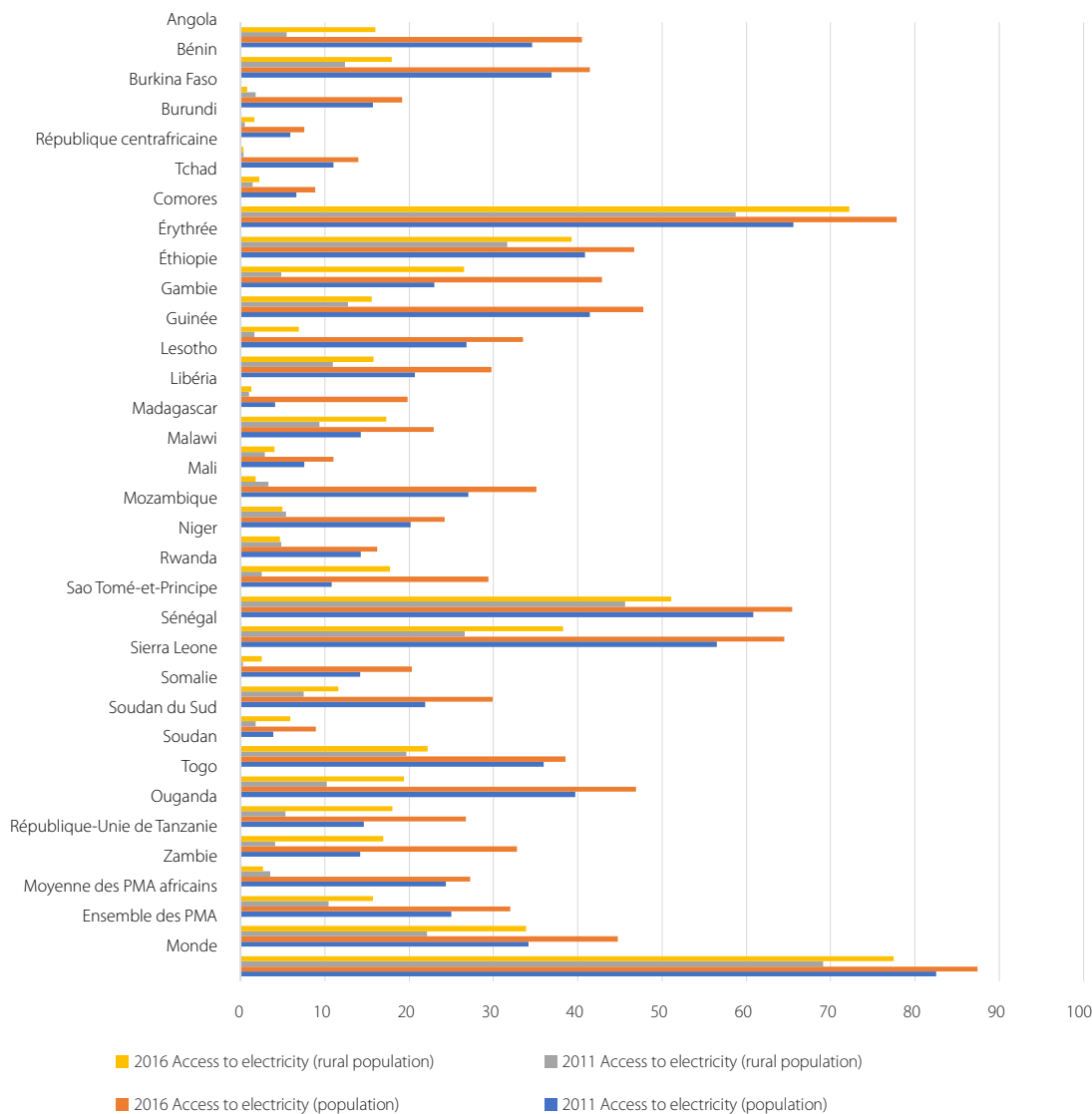
Figure III Production d'électricité de sources renouvelables, autres que l'hydroélectricité (en pourcentage de la production totale d'électricité)



S'il y a généralement eu une amélioration des taux d'accès à l'électricité dans tous les PMA africains sur la période du Programme d'action d'Istanbul, ces taux restent remarquablement faibles pour les populations en zones rurales. La situation varie considérablement d'un PMA à l'autre, des pays comme les Comores, Sao Tomé-et-Principe et l'Érythrée rendant compte de taux élevés d'accès pour leurs populations rurales, soit 72,9 et 51 % respectivement (figure IV). Mais au Burkina Faso, au Libéria et en République centrafricaine, le taux d'accès en zone rurale est de 1 % au plus. L'absence d'accès à l'électricité se répercute en empêchant ces populations d'accéder à des ressources éducatives, aux services de santé de qualité existants, aux opportunités de traitement de leurs produits et d'emplois. Prolonger les connexions au réseau national en reliant les communautés rurales aux infrastructures d'énergie électrique et identifier des possibilités d'électricité solaire à moindres coûts devraient donc rester une priorité des politiques des PMA africains.



Figure IVA Accès à l'électricité, pourcentages de la population totale et rurale



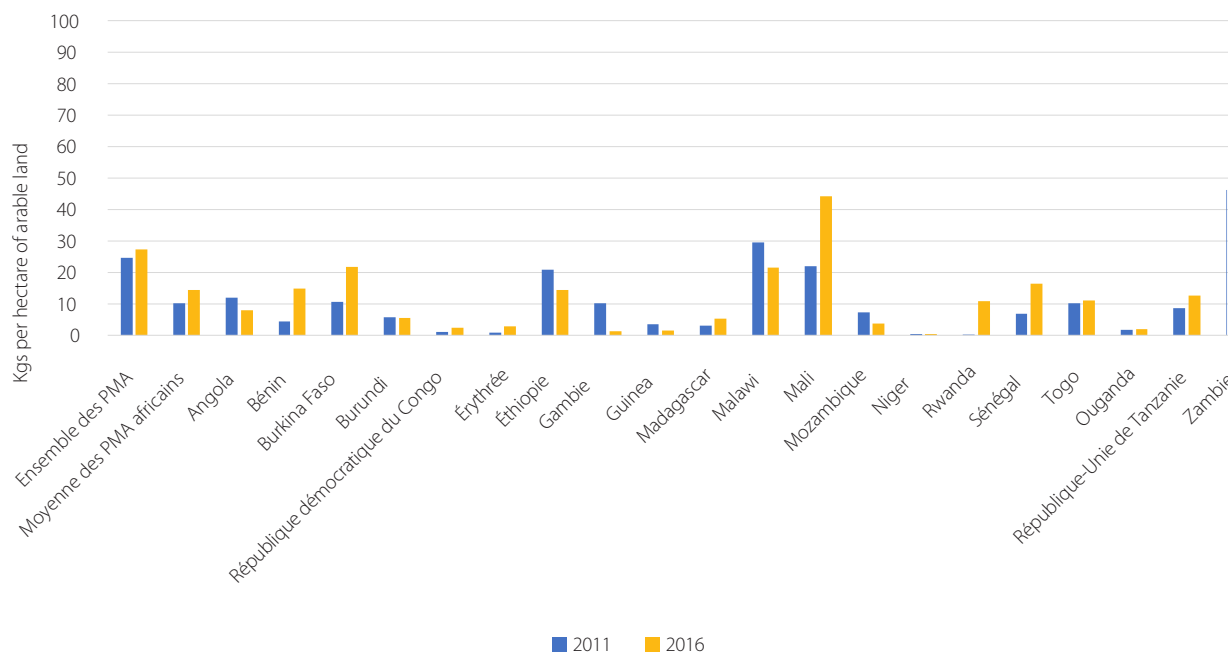
Source : Indicateurs du développement dans le monde (Washington, D.C., Banque mondiale, avril 2019).

B. AGRICULTURE, SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET DÉVELOPPEMENT RURAL

Les PMA africains ont connu des accroissements marginaux de leur productivité agricole, du fait en partie d'un accès insuffisant aux engrais et aux infrastructures d'irrigation. Alors que l'agriculture est un secteur clé pour que les PMA africains soient à même de fournir suffisamment de nourriture à leurs populations, de nombreux défis subsistent. Durant la mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul, la valeur ajoutée agricole par travailleur des PMA africains (ceux pour lesquels il y a des données) n'a augmenté que légèrement, de 950 à 1 050 dollars des États-Unis par travailleur en 2017 (figure I).

La figure V illustre la faible utilisation d'engrais dans les PMA africains, ce qui explique une des causes potentielles de la faible productivité agricole par travailleur. En 2016, les pays d'Afrique, en dehors de l'Afrique du Nord, utilisaient environ 16 kg d'engrais par hectare de terre arable, par rapport à une moyenne mondiale proche de 141 kg par hectare. Il y a par ailleurs de fortes différences dans l'utilisation des engrais, allant de 5 kg par hectare de terre arable dans sept pays en 2016, à plus de 15 kg par hectare dans cinq pays. C'est la Zambie qui consomme le plus d'engrais, soit 90 kg par hectare de terre arable. Il n'y a eu qu'une faible augmentation de l'utilisation des engrais de 2011 à 2016.

Figure V Consommation d'engrais dans les pays moins avancés d'Afrique



Source : Indicateurs de développement dans le monde (Washington, D.C., Banque mondiale, avril 2019).

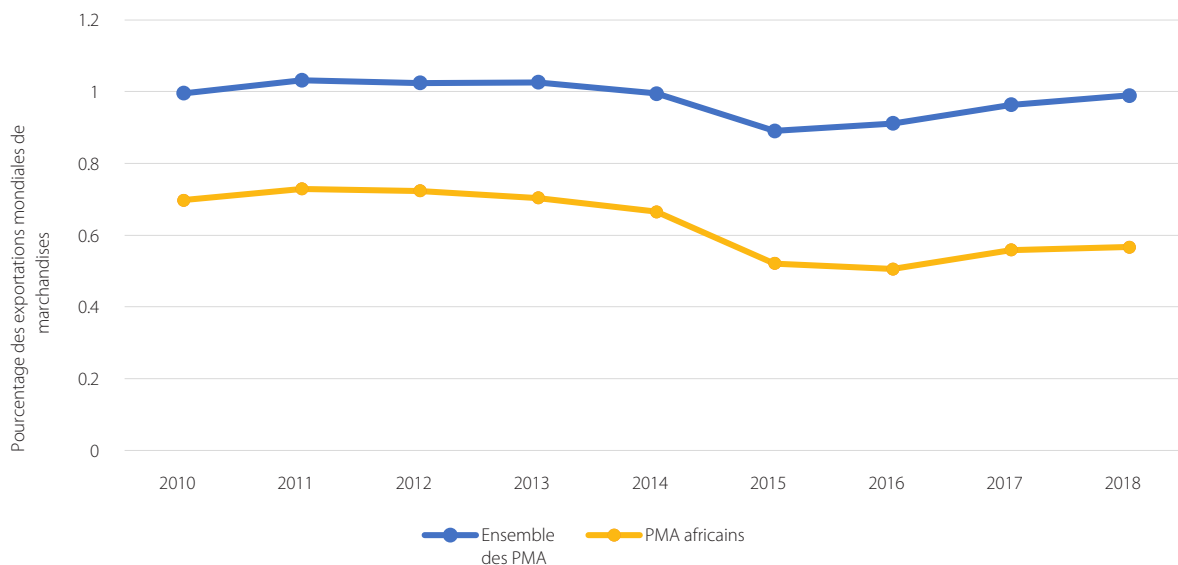
Il y a de lourdes pertes de denrées alimentaires dans les PMA, dues en particulier à la mauvaise gestion après les récoltes, on estime que plus de 30 % de récoltes sont ainsi perdues chaque année. Les PMA africains devraient donc investir dans des technologies et des infrastructures permettant de réduire les pertes après les récoltes. Des améliorations des technologies agricoles, des infrastructures, des installations de stockage, des marchés financiers incluant les zones rurales et des mesures de réduction de la contamination des aliments seraient indispensables pour réaliser l'objectif de la Déclaration de Malabo de diminuer de moitié le gaspillage de denrées alimentaires en Afrique.

C. COMMERCE

L'augmentation du commerce va souvent de pair avec l'amélioration du développement économique. Grâce au commerce, les pays ont accès à du matériel, du savoir-faire et des technologies qu'ils ne peuvent générer eux-mêmes. Selon le Programme d'action d'Istanbul, la part des exportations des PMA par rapport à l'ensemble des exportations mondiale auraient dû doubler sur la décennie 2011-2020. Mais pendant la mise en œuvre du Programme d'action d'Istanbul, la part des PMA dans le commerce mondial est restée plus ou moins au même niveau d'environ 1 %. En fait, de 2014 à 2015, la proportion d'exportations mondiales venant de PMA et en particulier de PMA africains a diminué (figure VI). D'après les données de 2019, il y aurait eu une faible augmentation des exportations mondiales venant de PMA, mais elle demeure de 1 %, soit légèrement inférieure au niveau de 2010. La performance des exportations des PMA africains en particulier est marginalement pire encore que celle des autres PMA, leur part des exportations mondiales ayant chuté de 0,7 % en 2010 à 0,6 % en 2018.



Figure VI Part des PMA dans les exportations mondiales de marchandises

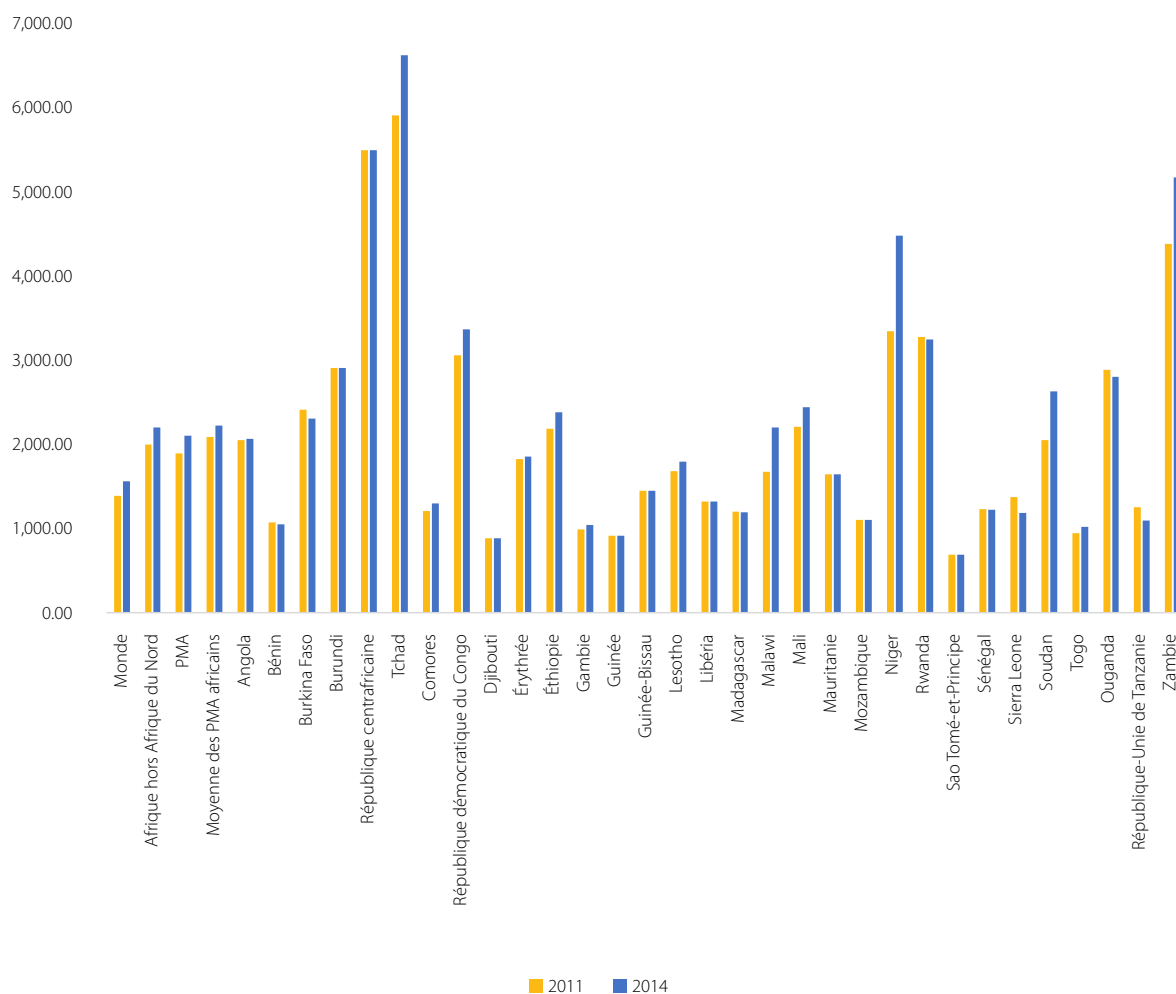


Source : UNCTADstat (Genève, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), avril 2019).

COÛTS ÉLEVÉS DES EXPORTATIONS DES PMA AFRICAINS PRIVÉS DE LITTORAL

L’une des caractéristiques des PMA africains considérés comme un groupe est que nombre d’entre eux sont privés de littoral. Pour les pays privés de littoral, les obstacles au commerce et les coûts des exportations sont d’autant plus élevés qu’ils doivent passer par des pays de transit pour accéder à la mer. Les distances plus longues et les coûts supplémentaires des infrastructures dont ces pays ont besoin pour que leurs marchandises parviennent aux ports maritimes augmentent souvent les coûts de leurs transactions commerciales. Celles-ci sont particulièrement coûteuses pour des pays comme la République centrafricaine, le Tchad et la Zambie (figure VII). Certains pays privés de littoral, comme le Lesotho et le Malawi, ont réussi à ramener le coût de leurs exportations à des niveaux plus comparables à ceux de leurs homologues en régions côtières.

Figure VII Coût des exportations



Source : Indicateurs du développement dans le monde (Washington, D.C., Banque mondiale, novembre 2018).

D. PRODUITS DE BASE

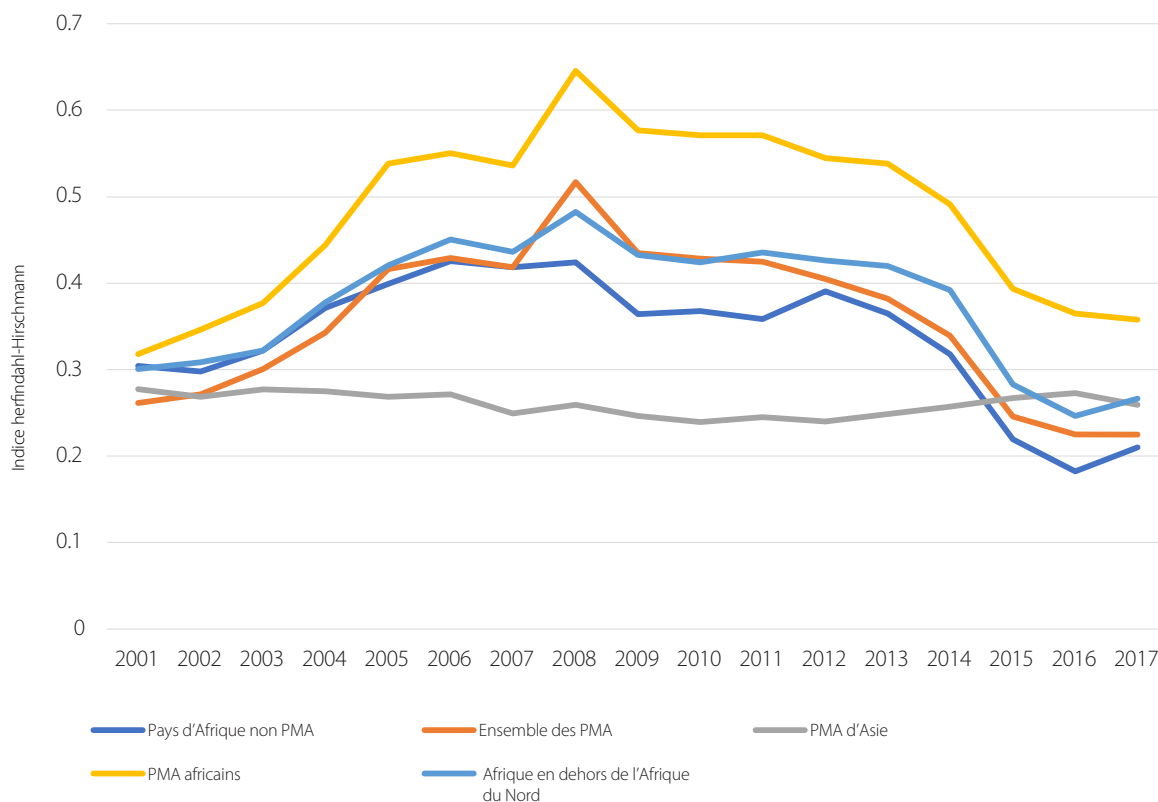
Une grande partie des recettes d'exportations de la plupart des PMA du continent dépend d'un petit nombre de produits de base. Lorsqu'un pays est ainsi étroitement lié à certains produits, son économie est vulnérable aux fluctuations des prix de ces produits. Comme le souligne le Rapport V sur la gouvernance en Afrique, les richesses en ressources naturelles peuvent être liées à de fortes inégalités, parce que les revenus en provenant sont en général accaparés par une assez petite élite. Selon le Programme d'action d'Istanbul, les PMA doivent diversifier leur économie pour en améliorer la résilience en leur permettant de développer une plus grande gamme de capacités productives. La diminution de la dépendance des PMA africains vis-à-vis de produits de base progresse lentement.

L'indice de concentration³ des exportations des PMA africains a diminué progressivement, du niveau élevé de 0,65 en 2008 à 0,36 en 2017 (figure VIII). Si le degré de concentration reste plus élevé que celui des PMA d'Asie dans toute l'Afrique (hors Afrique du Nord), il y a eu cependant une amélioration positive de la diversification.

3 Calculé avec l'indice Herfindahl-Hirschmann, qui fait la somme du carré de la part marché de chaque pays ou entreprise en concurrence sur les marchés internationaux.



Figure VIII Concentration des exportations (indice Herfindahl–Hirschmann)



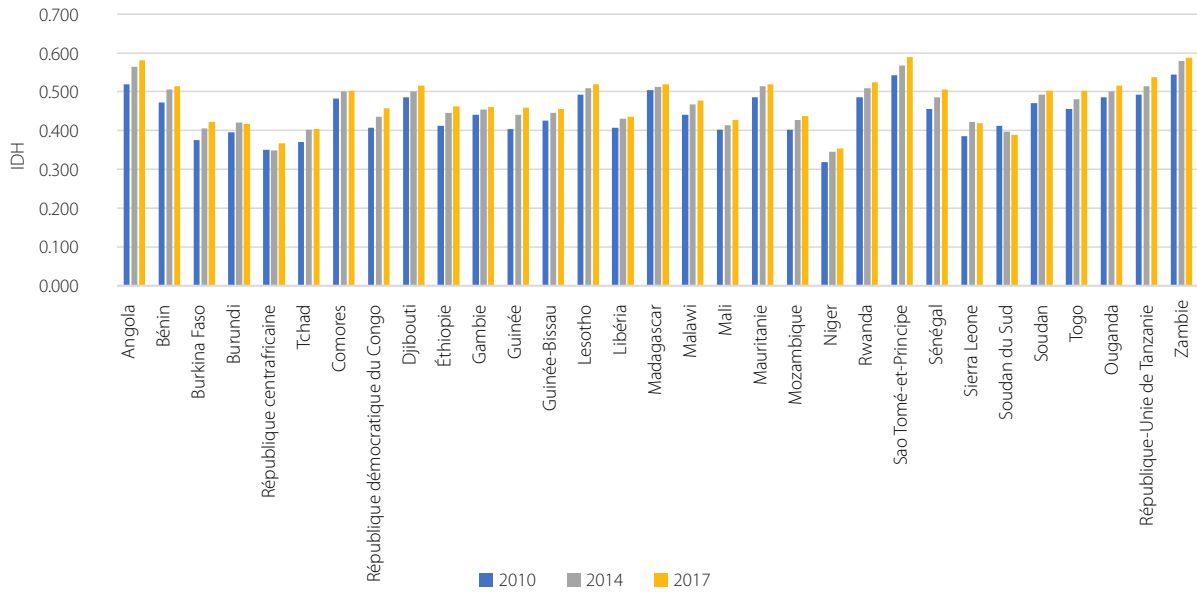
Source : UNCTADstat (Genève, CNUCED, avril 2019).

E. DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET SOCIAL

Le développement humain s’améliore dans les PMA africains, même si c’est à partir de niveaux très bas et à un rythme très lent. Le score de l’indice du développement humain des PMA africains s’est amélioré en passant de 0,443 en 2010 à 0,477 en 2017 (figure IX). Pendant cette période, ce score s’est amélioré dans tous les PMA africains à l’exception du Soudan du Sud. En moyenne, l’indice de développement humain est meilleur dans les PMA d’Afrique du Nord et d’Afrique australe que dans les autres régions, les moins bons résultats étant ceux de l’Afrique centrale. Des améliorations du développement humain sont cruciales pour les PMA du continent, non seulement pour leur permettre de sortir de la liste des PMA mais surtout pour favoriser et maintenir une croissance inclusive.



Figure IX Indice du développement humain dans les PMA africains

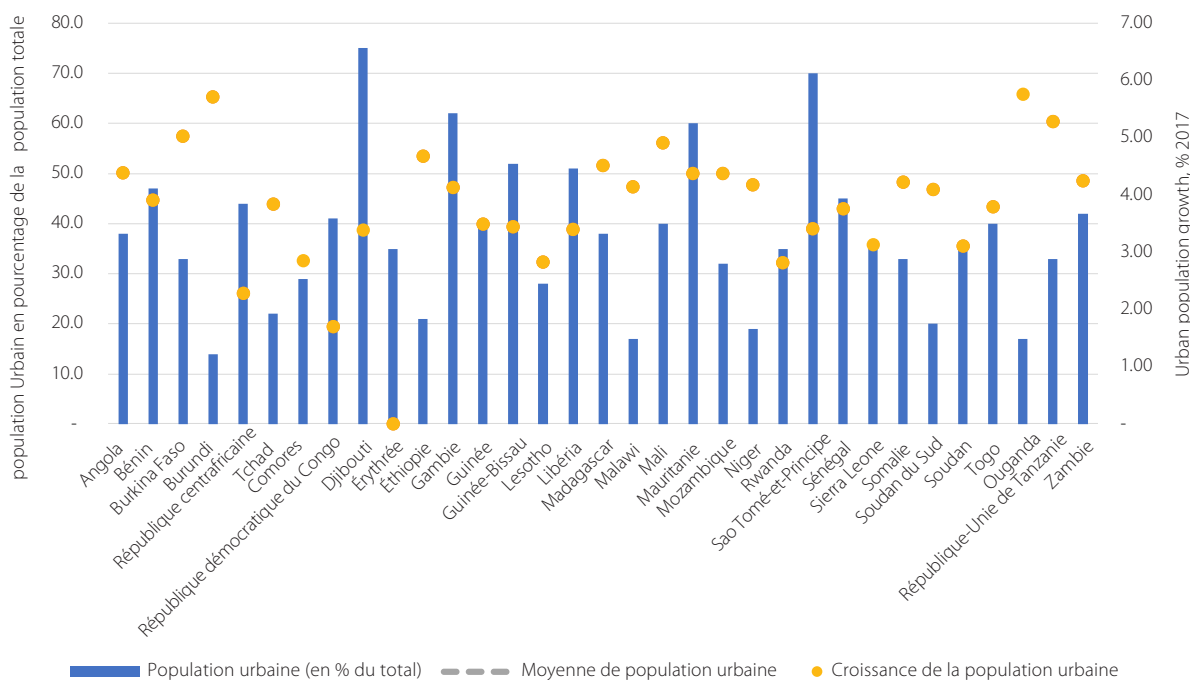


Source : Programme des Nations Unies pour le développement ; voir <http://hdr.undp.org/en/content/human-development-index-hdi>. Consulté le 19 avril 2019.

La population urbaine des PMA africains est en pleine croissance, ce qui exige une meilleure planification pour assurer l'offre des services de base. Le taux d'urbanisation des PMA africains de 3,9 % par an est nettement plus élevé que la moyenne continentale d'environ 3,5 % en 2017, année où plus de 44 % des populations des PMA africains vivaient en zones urbaines (figure X). L'urbanisation est une dimension importante de la transformation structurelle, avec des proportions de plus en plus grandes de la population vivant en zones urbaines du fait de la croissance démographique naturelle et des migrations en provenance des zones rurales. Mais le plus souvent, le développement des zones urbaines de la plupart des PMA africains n'est pas planifié et la majeure partie des populations urbaines n'a qu'un accès limité aux services sociaux de base, tandis que les transports urbains sont coûteux.



Figure X Population urbaine en proportion de la population totale et taux de croissance de ces populations dans les PMA africains



Source : Indicateurs du développement dans le monde (Washington, D.C., Banque mondiale, 2019).

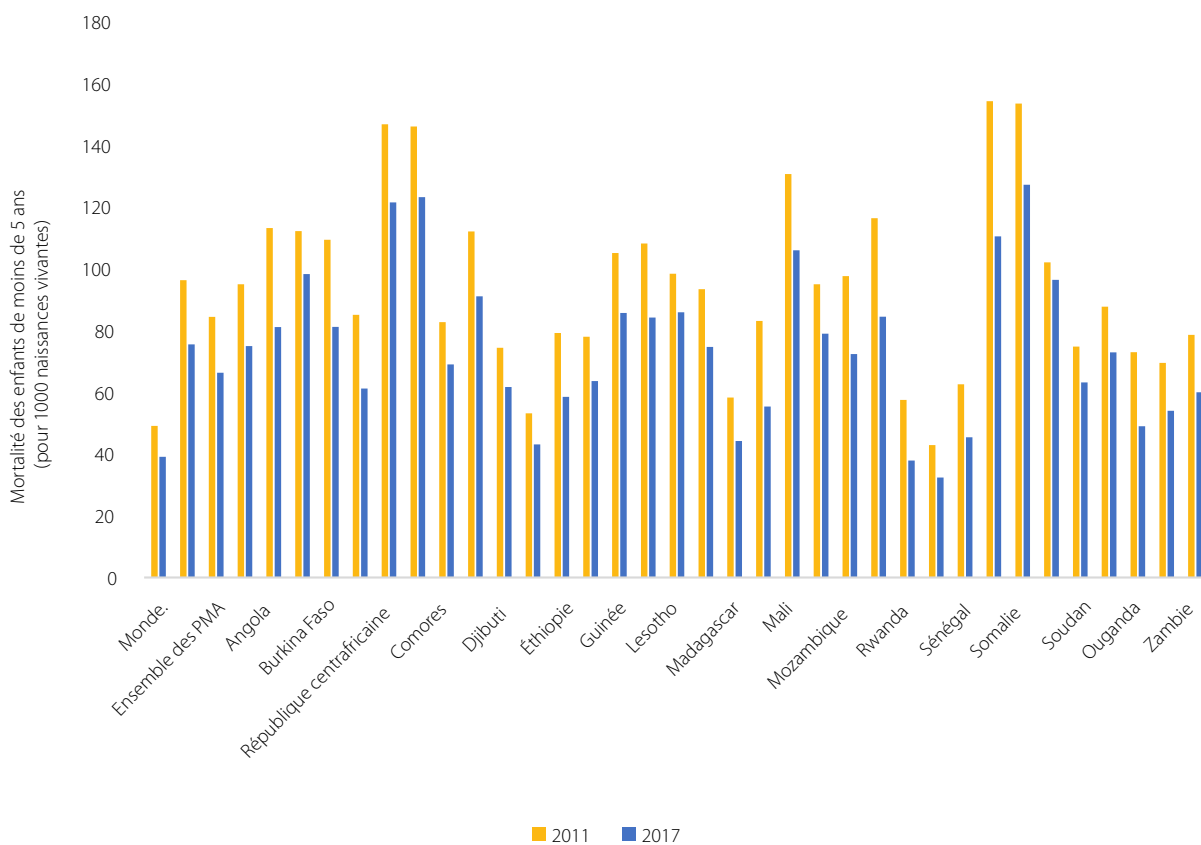
1. LES RÉSULTATS EN MATIÈRE DE SANTÉ S'AMÉLIORENT DANS LES PMA AFRICAINS

Durant la période 2011–2017, la mortalité des enfants de moins de 5 ans a baissé dans tous les PMA africains (figure XI). Dans l'ensemble, la mortalité des enfants de moins de 5 ans a diminué de 95 décès pour 1 000 naissances vivantes en 2011 à 75 pour 1 000 en 2017. En 2017, six pays (Érythrée, Madagascar, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal et Ouganda) ont enregistré des taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans inférieurs à 50 pour 1 000 naissances vivantes. Toutefois dans cinq pays (République centrafricaine, Tchad, Mali, Sierra Leone et Somalie), les taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans dépassent 100 pour 1 000 naissances vivantes.

Des tendances similaires sont observées dans le cas de la mortalité maternelle (figure XII) : tous les PMA africains ont enregistré une baisse du taux de mortalité maternelle durant la période 2011-2015 : de 591 à 529 pour 100 000 femmes donnant naissance en 2015. Encore une fois, il y a de grandes variations d'un pays à l'autre : si en 2015, 17 pays avaient réduit la mortalité maternelle à moins de 500 décès pour 100 000 femmes, huit autres pays avaient encore des taux de plus de 700 décès pour 100 000 femmes.



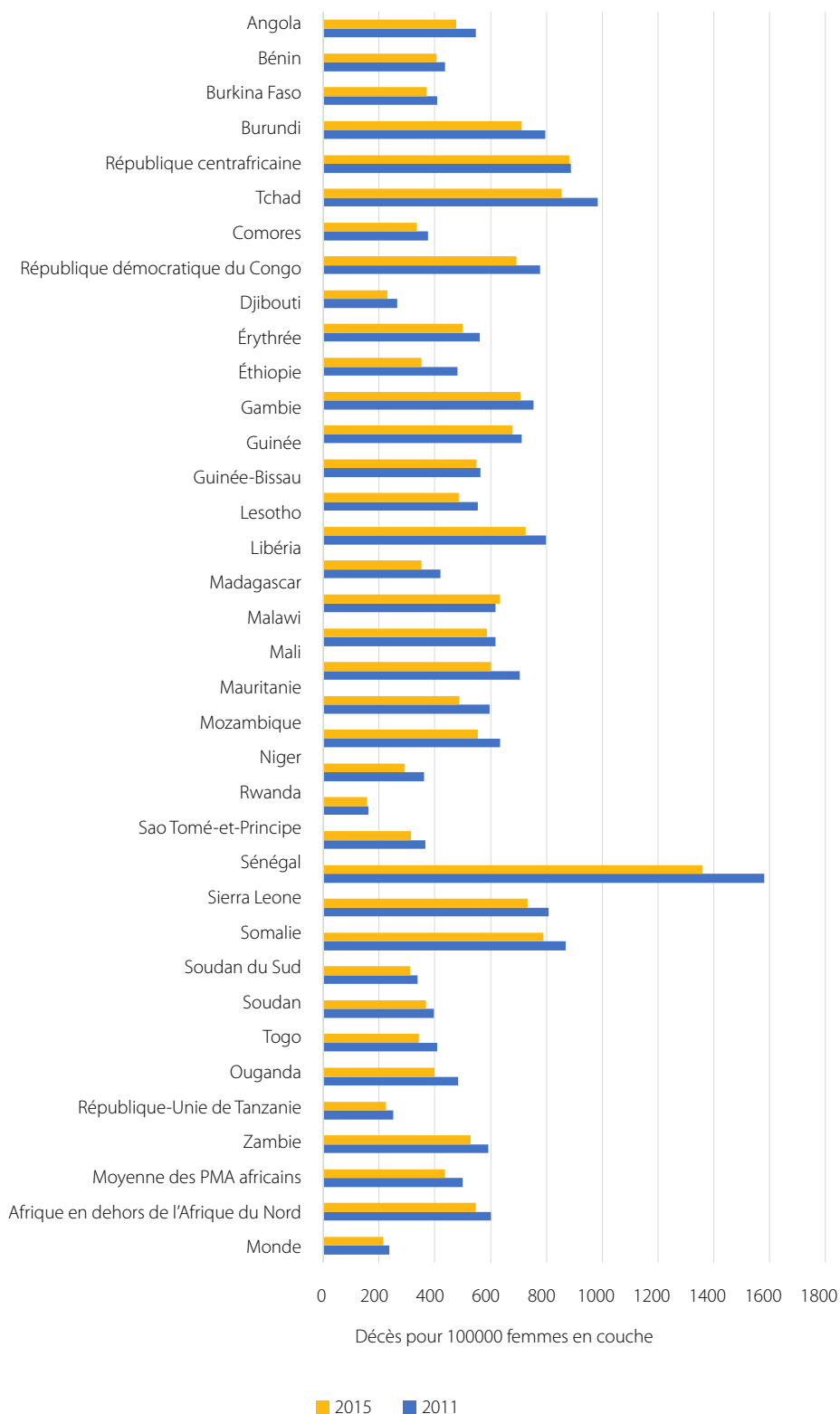
Figure XI Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans



Source : Indicateurs du développement dans le monde (Washington, D.C., Banque mondiale, avril 2019).



Figure XII Mortalité maternelle (estimation modélisée)



Source : Indicateurs du développement dans le monde (Washington, D.C., Banque mondiale, avril 2019).

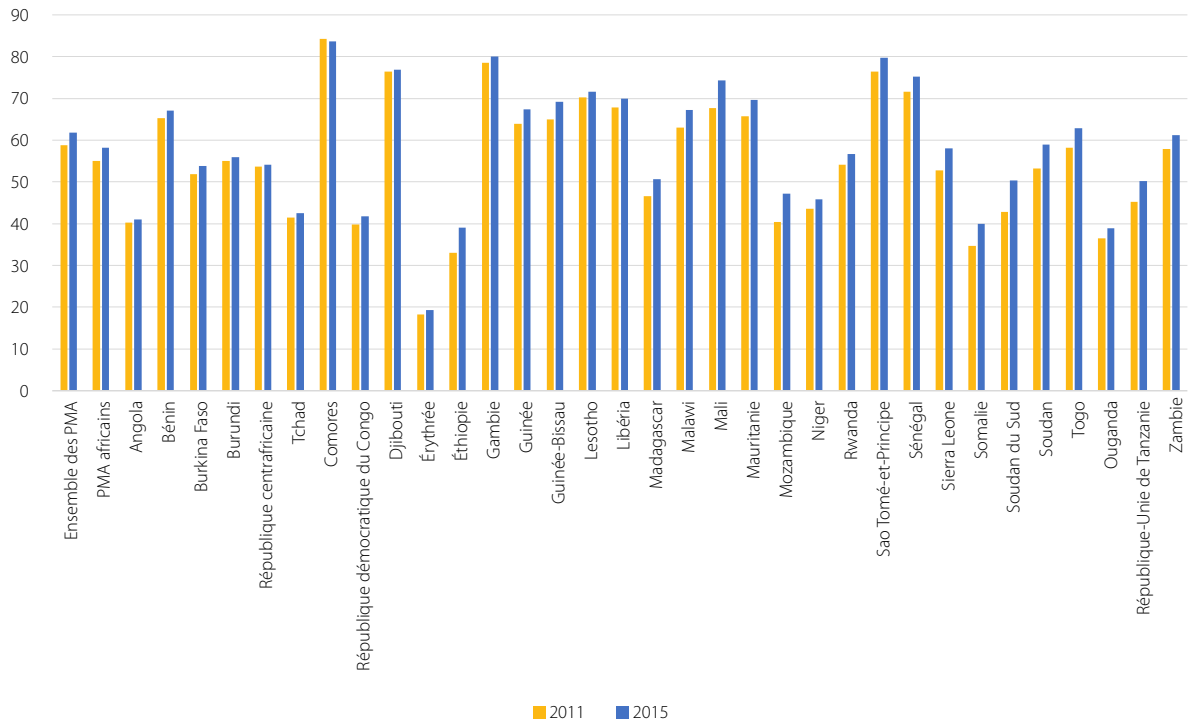
2. UN MEILLEUR ACCÈS AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE EXPLIQUE L'AMÉLIORATION DES RÉSULTATS DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ

Les inégalités et le grand nombre d'habitants des PMA qui n'ont accès ni à des sources d'eau et services d'assainissement bien gérés ni à l'électricité demeurent un problème. La figure XIII montre que de 2011



à 2015, tous les PMA africains ont enregistré des améliorations, encore trop lentes, pour l'accès à des sources d'eau améliorée, qui est passé de 55 à 58,2 %. La plupart des PMA africains ont aussi enregistré des améliorations dans l'accès à des services d'assainissement de meilleure qualité, la moyenne passant de 25,3 à 27,6 % (figure XIV). Mais ces chiffres sont en baisse pour le Tchad, la République démocratique du Congo, la Gambie, la Somalie et le Soudan du Sud.

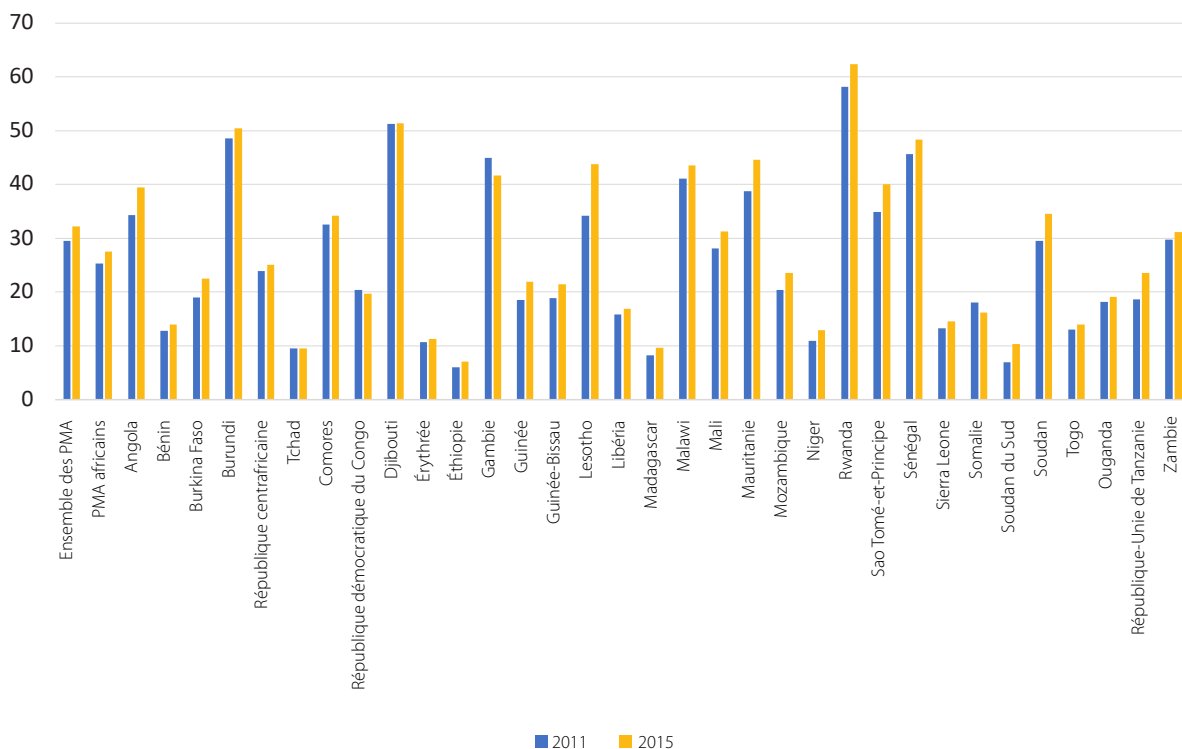
Figure XIII Pourcentage de population ayant accès au moins à des services d'eau potable de base, 2011 et 2015



Source : Indicateurs du développement dans le monde (Washington, D.C., Banque mondiale, avril 2019).



Figure XIV Pourcentage de population ayant au moins accès à des installations d'assainissement de base, 2011 and 2015

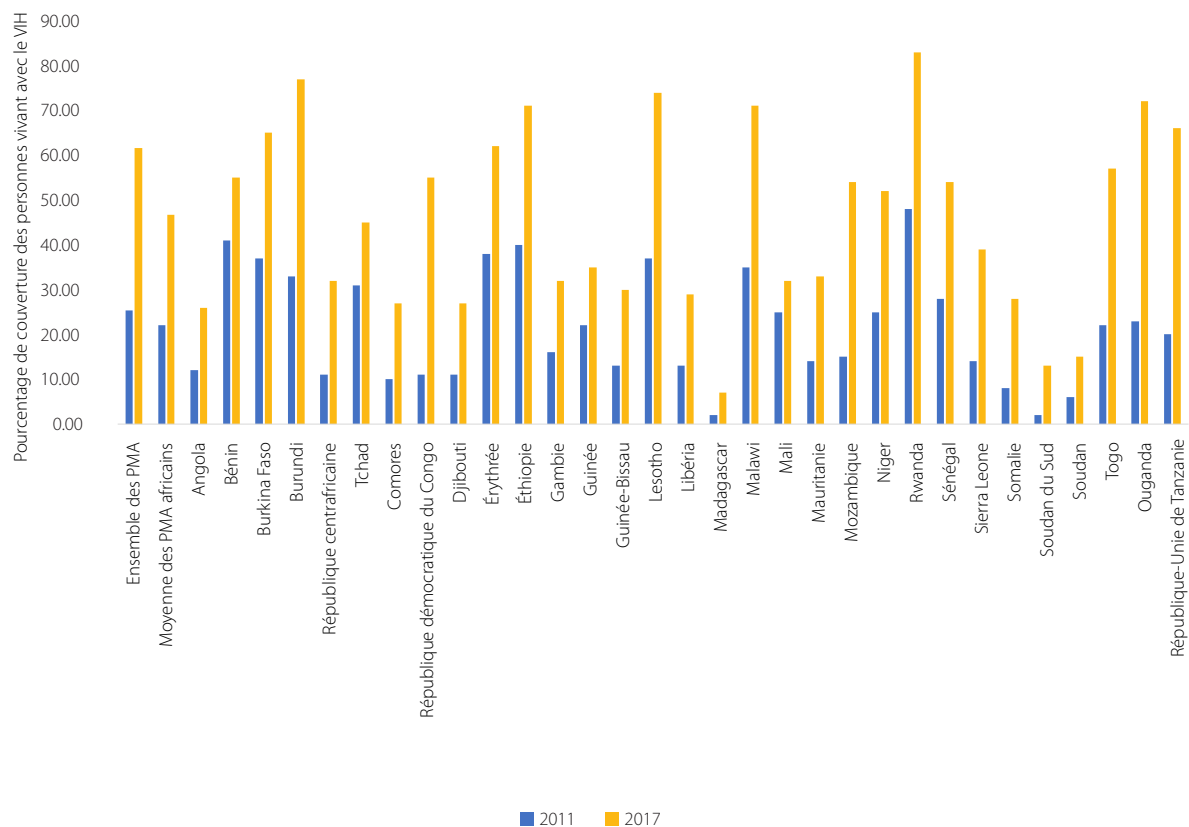


Source : Indicateurs du développement dans le monde (Washington, D.C., Banque mondiale, avril 2019).

3. L'ACCÈS À LA THÉRAPIE ANTIRÉTROVIRALE EST EN AMÉLIORATION DANS L'ENSEMBLE DES PMA AFRICAINS

En moyenne, entre 2011 et 2017, l'accès à la thérapie antirétrovirale est passé d'environ 22 % à presque 47 % des personnes vivant avec le VIH, et dans 20 PMA, l'accès à cette thérapie a plus que doublé (figure XV). Des efforts et des investissements faits de façon soutenue pour assurer l'accès universel aux thérapies antirétrovirales et l'accès à un traitement médical pour d'autres maladies, notamment le paludisme et la tuberculose, sont cruciaux si l'on veut réduire la vulnérabilité de la population. Comme le montre la figure XVI, depuis 2011, 74 % des PMA africains ont augmenté les dépenses de santé par habitant en proportion du PIB.

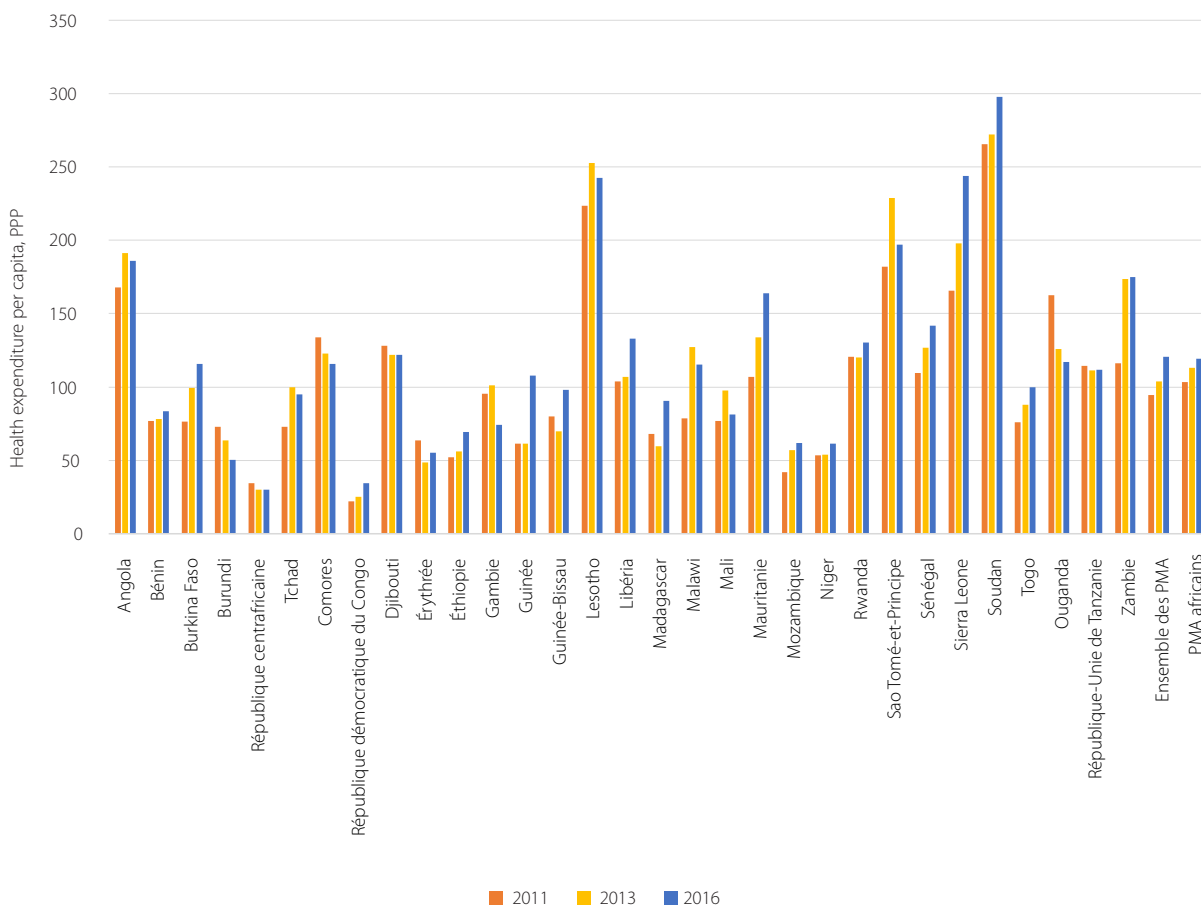
Figure XV Couverture de la thérapie antirétrovirale



Source : Indicateurs du développement dans le monde (Washington, D.C., Banque mondiale, avril 2019).



Figure XVI Dépenses de santé par habitant dans les PMA africains (en dollars des États-Unis)



Source : Indicateurs du développement dans le monde (Washington, D.C., Banque mondiale, avril 2019).

Abréviation : PPA, parité de pouvoir d'achat.

F. CRISES MULTIPLES ET AUTRES NOUVEAUX DÉFIS

Les PMA africains connaissent des taux élevés de pauvreté et d'inégalités, de multiples troubles sociaux et l'instabilité politique. En outre, la prévalence à grande échelle de maladies évitables, telles que le VIH, le sida et le paludisme, aggrave les effets des crises, en particulier dans les populations et les groupes les plus vulnérables. La rapide urbanisation des PMA africains rend les villes et autres centres urbains de plus en plus vulnérables aux conséquences des catastrophes.

En réaction aux menaces de catastrophes naturelles, de plus en plus de pays africains en général adoptent et mettent en œuvre des stratégies nationales contre ces catastrophes. En 2016, au moins 30 pays d'Afrique avaient adopté et exécutaient des stratégies nationales de réduction des risques de catastrophes conformes au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes 2015–2030. À l'avenir, il faudrait mieux coordonner les efforts régionaux et internationaux pour réagir de façon efficace aux crises et aux catastrophes. Le Bureau des Nations Unies pour la prévention des catastrophes devrait jouer un rôle plus important en coordonnant le soutien d'organisations telles que la Banque africaine de développement, la Commission de l'Union africaine et la Banque mondiale.



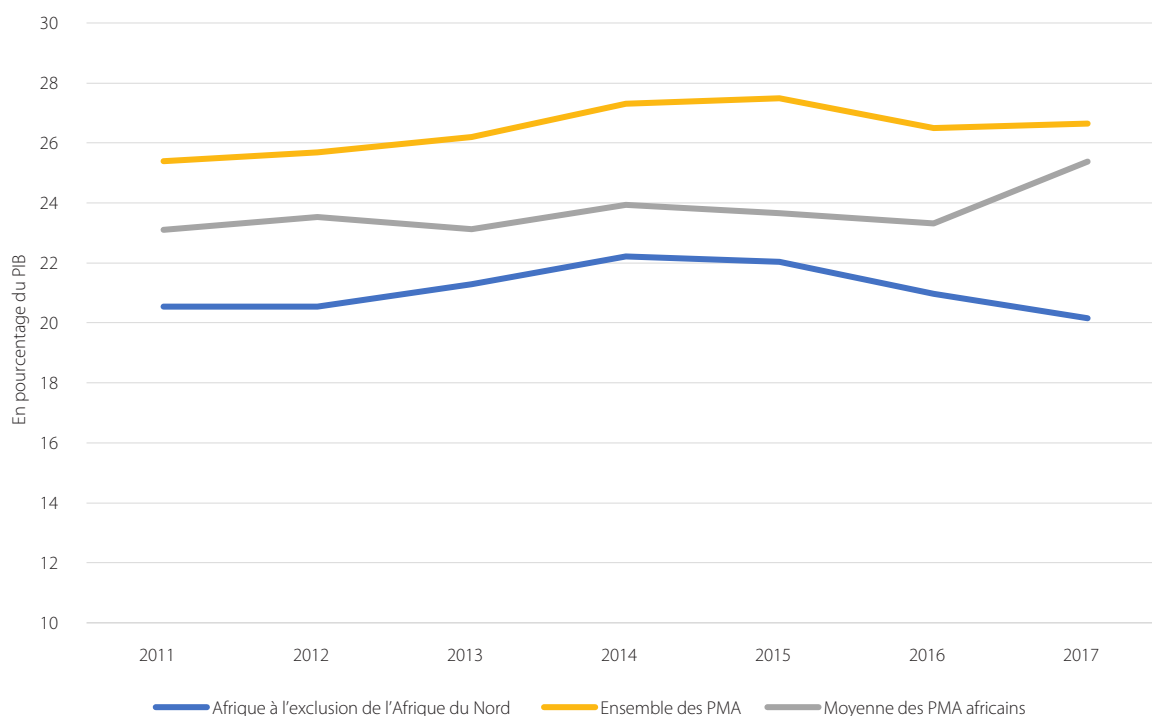
G. MOBILISATION DE RESSOURCES FINANCIÈRES POUR LE DÉVELOPPEMENT ET LE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS

L'assistance publique au développement (APD) continue d'apporter une importante contribution au renforcement des capacités dans les PMA et le Programme d'action d'Istanbul exhorte les pays développés à consacrer plus de 0,2 % de leur revenu national brut (RNB) à l'assistance au développement des PMA. Les problèmes structurels des PMA africains étant plus graves que ceux des autres pays en développement, ils devraient bénéficier de cibles plus appropriées d'aide au développement que ceux-ci. En 2016, sur les 33 PMA africains, les cinq ayant reçu le plus d'APD étaient l'Éthiopie (1,85 milliard de dollars), la République-Unie de Tanzanie (1,44 milliard de dollars), la République démocratique du Congo (1,41 milliard de dollars), le Soudan du Sud (1,38 milliard de dollars) et le Mozambique (1,06 milliard de dollars).

Il n'y a que peu de pays développés qui honorent leurs engagements de consacrer 0,7 % de leur RNB à l'APD : en 2016, seuls sept des 29 membres du Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (CAD-OCDE) ont versé plus de 0,15 % de leur RNB aux PMA au titre de l'APD et 16 pays ont versé un pourcentage plus élevé de leur PNB aux PMA au titre de l'APD qu'en 2015. En termes absolus, le total de l'aide au PMA en provenance des pays du CAD-OCDE est passé de 37,3 millions de dollars en 2015 à 39,2 millions en 2016.

Au total, 11 des 29 pays membres du CAD-OCDE ont fourni plus de 50 % de la totalité des APD aux PMA et 11 autres leur ont fourni de 30 à 50 %. Sept pays du CAD ont fourni moins de 30 % de la totalité de leur APD aux PMA, la majeure partie allant à d'autres pays en développement. Étant donné les besoins spéciaux des PMA et les engagements pris par les partenaires de développement dans le cadre du Programme d'action d'Istanbul, ces sept pays (Tchéquie, Allemagne, Grèce, Hongrie, Slovaquie, Slovaquie et Espagne) pourraient envisager que leur assistance serait plus utile aux PMA.

La formation brute de capital fixe, mesure utile des investissements dans une économie, a augmenté dans les PMA africains de 23,3 % en 2016 à 25,4 % du produit intérieur brut (PIB) en 2017 (figure XVII). Il est intéressant d'observer que selon cette mesure, les PMA africains créent plus de capital fixe que l'Afrique en général (à l'exclusion de l'Afrique du Nord).


Figure XVII Formation brute de capital fixe


Source : Indicateurs du développement dans le monde (Washington, D.C., Banque mondiale, avril 2019).

Abréviation : PIB, produit intérieur brut.

D'un montant élevé de 28,3 milliards de dollars en 2015, les investissements étrangers directs dans les PMA africains ont chuté à 15 milliards en 2017 (tableau 3). Dans l'ensemble, l'Afrique a aussi vu un déclin substantiel des apports d'investissements étrangers directs pendant cette période, mais en termes de pourcentage, la diminution des investissements dans les PMA est beaucoup plus importante – soit 47 % pour les PMA par rapport à 26 % pour l'ensemble de l'Afrique.

Tableau 3 : Investissements étrangers directs en Afrique (en milliards de dollars des États-Unis)

	2013	2014	2015	2016	2017
Afrique	50,8	52,4	56,6	53,2	41,8
Afrique (à l'exclusion de l'Afrique du Nord)	39,7	41,7	46,0	40,4	29,6
Pays africains en développement qui ne sont pas des PMA	33,9	31,6	28,0	30,9	26,4
PMA africains	16,3	20,6	28,3	22,2	15,0

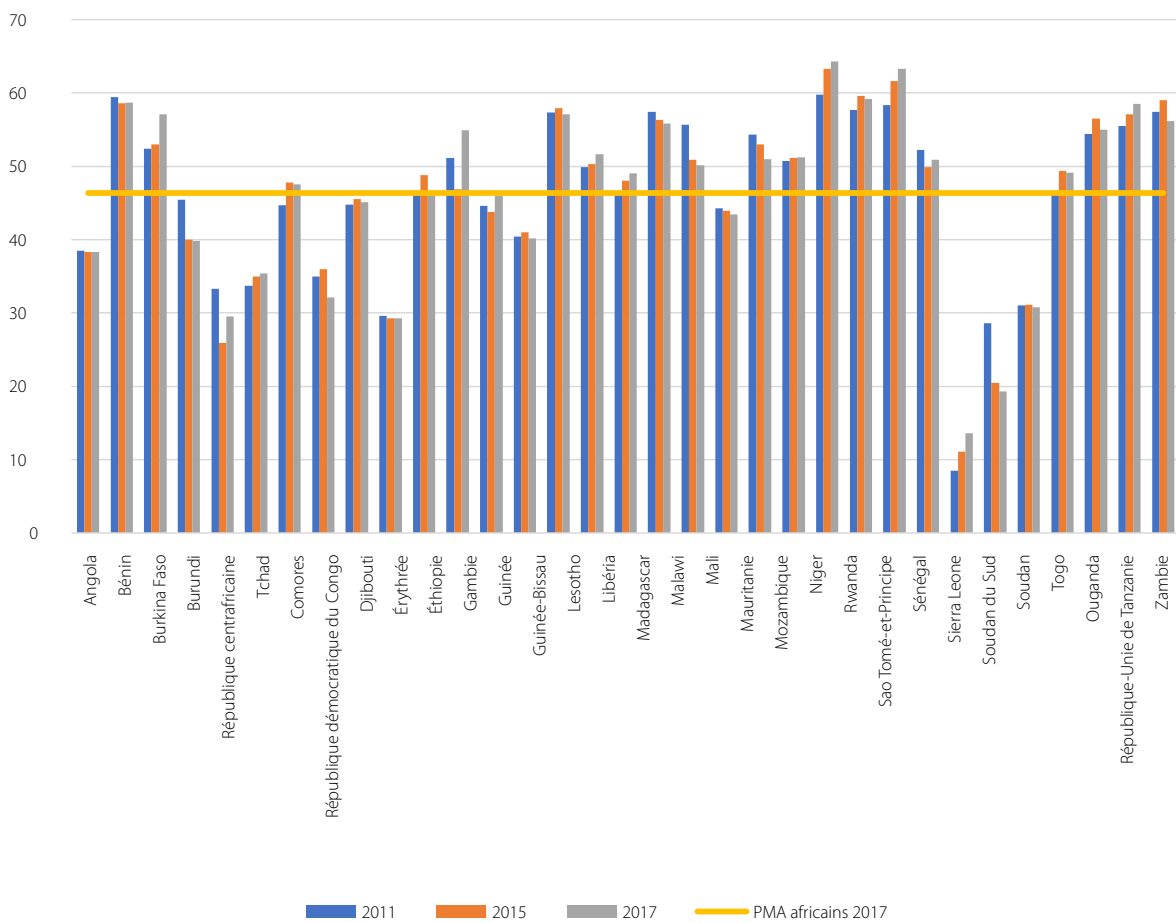
Source : UNCTADstat (Genève, CNUCED, avril 2019).



H. BONNE GOUVERNANCE À TOUS LES NIVEAUX

La bonne gouvernance est importante à toutes les étapes du développement économique. Malheureusement, de nombreux PMA africains sont en mauvaise posture dans l'indice Mo Ibrahim de la gouvernance en Afrique. Le score global de l'Afrique en matière de gouvernance était de 49,9 en 2017, mais la moyenne pour les PMA africains n'était que de 46,4 (figure XVIII). Il est préoccupant de constater que depuis 2011 le score d'ensemble de la gouvernance pour 16 des PMA africains ne s'est pas amélioré mais a chuté de 2,3 points en moyenne. Par ailleurs, les pays qui se sont le plus élevés dans cette matrice sont le Burkina Faso, la Gambie, le Rwanda, le Sénégal et la Somalie (quoique les valeurs absolues restent les plus basses des PMA africains).

Figure XVIII Indice Mo Ibrahim de la gouvernance en Afrique



Source : Fondation Mo Ibrahim; voir <http://iag.online/>. Site consulté le 19 avril 2019.



III. PERSPECTIVES DE SORTIE DE LA CATÉGORIE DES PMA EN AFRIQUE

Les indices et critères d’inclusion ou de sortie de la catégorie des PMA sont calculés par le Département des affaires économiques et sociales pour chaque examen triennal, le plus récent datant de mars 2018. Le précédent rapport de la Commission économique pour l’Afrique (publié en février 2018), observait que cinq pays africains (Djibouti, Lesotho, République-Unie de Tanzanie, Togo et Zambie) avaient des chances d’être admis à sortir de la liste des PMA sous peu (tableau 4). Chacun de ces pays remplissait au moins un critère de sortie de la liste et se trouvait à 10 points d’en remplir un deuxième.

Tableau 4 ; PMA africains proches de remplir deux critères pour la sortie de la liste, 2018

Pays	RNB par habitant 2017, méthode de l’Atlas (dollars des États-Unis)	Indice de vulnérabilité économique	Indice du capital humain
Djibouti	1 880	36,3	5,0
Lesotho	1 210	42,0	61,6
Togo	610	28,3	61,8
République-Unie de Tanzanie	910	27,9	56,0
Zambie	1 290	40,5	58,6

Abréviation : RNB, revenu national brut.

Note : En 2018 les seuils de sortie de la catégorie des PMA pour les RNB par habitant, l’indice de vulnérabilité économique et l’indice du capital humain étaient respectivement de >1 230, <32 et >66.

Dans ces cinq pays, les tendances ne sont pas prometteuses : ces trois dernières années la Zambie a rendu compte d’un RNB en baisse, après avoir atteint un sommet de 1 770 dollars par habitant en 2014. Au Lesotho aussi, le RNB par habitant le plus élevé était à 1 490 dollars par habitant en 2013, tandis que le RNB par habitant de la République-Unie de Tanzanie est stagnant depuis trois ans. Au Togo, le RNB par habitant est en augmentation, mais il partait d’une base plus faible et les critères pour lesquels le pays se rapprocherait le plus de la sortie de la liste sont l’indice de vulnérabilité économique et l’indice du capital humain. Si les revenus continuent de baisser au Lesotho et en Zambie, ils ne rempliront plus les critères pour la sortie de liste (à moins qu’en même temps leurs indices de vulnérabilité économique ou de capital humain ne s’améliorent).

Sur les trois pays africains qui ont le plus récemment rempli les critères de sortie de la liste (Angola, Guinée équatoriale et Sao Tomé-et-Principe), deux (l’Angola et la Guinée équatoriale) l’ont fait avec le seul critère des revenus, en ce sens que le RNB par habitant était deux fois plus élevé que le seuil requis pour sortir de la liste. Heureusement, le développement des cinq pays figurant au tableau 4 semble être plus équilibré. Parmi ces cinq pays, c’est en Zambie que l’économie est nettement plus concentrée, l’indice des exportations étant d’environ 0,66 pour les quatre années précédentes. Djibouti, le Lesotho, la République-Unie de Tanzanie et le Togo ont des économies considérablement plus diversifiées avec des indices respectifs de 0,16, 0,28, 0,29 et 0,24 en 2017.



IV. CONCLUSIONS

La performance des PMA et le soutien que leur donnent les partenaires de développement demeurent assez inégaux. Il n'y a eu que peu de progrès dans l'augmentation des capacités productives, l'extension de l'accès à l'énergie dans les zones rurales et l'amélioration de la gouvernance, domaines cruciaux pour assurer un avenir meilleur à ces pays africains parmi les moins riches.

Des améliorations essentielles ont été constatées pour les indicateurs de la santé et les indicateurs sociaux. Les taux de mortalité maternelle et de mortalité des enfants de moins de 5 ans sont en baisse. L'accès à des sources d'eau potable, à des installations d'assainissement améliorées et à des traitements antirétroviraux pour les personnes vivant avec le VIH est en augmentation dans la plupart des PMA africains. À quelques exceptions près, les scores des PMA africains sur le large indice du développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement s'améliorent.

Pour des raisons historiques et géographiques, de nombreux PMA africains sont des pays privés de littoral, qui subissent des difficultés particulières pour leur commerce, leur accès aux marchés n'étant peut-être pas limité du point de vue politique ou juridique mais néanmoins handicapé parce qu'ils n'ont pas de ports maritimes. Le fardeau du coût élevé des infrastructures requises pour faire parvenir leurs productions aux marchés suscite de graves obstacles à leur développement, puisque leurs prix doivent tenir compte tant du coût des intrants dont ont besoin leurs manufactures que de l'expédition de leurs produits vers les marchés internationaux. Ces PMA privés de littoral devraient travailler en étroite collaboration avec les pays de transit voisins pour faire en sorte que cet accès aux marchés internationaux ne soient pas rendus encore plus difficile que ne leur impose le désavantage de leur situation géographique.

Les tendances des investissements étrangers dans les PMA sont préoccupantes : alors que les apports d'investissements étrangers directs sont en baisse dans toute l'Afrique, ceci a de plus graves conséquences pour les PMA que pour les autres pays. Les PMA doivent redoubler d'efforts pour mobiliser des ressources directement, tout en s'efforçant d'avoir une gouvernance et des institutions qui contribuent à attirer les investissements. Par ailleurs, les pays développés qui fournissent l'APD devraient envisager de cibler cette aide de façon plus efficace. Si les PMA sont les pays africains en développement qui ont le plus de besoins, certains pourvoyeurs d'APD ne leur consacrent pourtant pas la majeure partie de cette assistance.

Bien que cinq PMA africains soient proches des seuils de sortie de la liste des PMA, les tendances que l'on y constate ne suscitent pas beaucoup de confiance dans leur possibilité d'y parvenir bientôt. Si Djibouti, le Lesotho, le Togo, la République-Unie de Tanzanie et la Zambie démontrent certainement le potentiel de réussir à atteindre les seuils leur permettant de sortir de la liste des PMA, c'est loin d'être un fait acquis. Ils doivent donc poursuivre leurs efforts pour diversifier leur économie (en particulier dans le cas de la Zambie) et améliorer leur capital humain.



Contacts :

Benjamin McCarthy, Économiste adjoint à la Division de la planification du développement, de la macroéconomie et de la gouvernance. Courriel : benjamin.mccarthy@un.org.

Paul Mpuga, Économiste à la Division de la planification du développement, de la macroéconomie et de la gouvernance. Courriel : mpuga@un.org.

